

Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime

Conseil d'administration

Séance du 28 juin 2022

Extrait du Procès-verbal

Délibération n°86-2022 EVOLUTION DES MODALITES DE L'ENGAGEMENT DES SAPEURS- POMPIERS VOLONTAIRES (SPV) MINEURS

Le 28 juin 2022, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime dans la salle Sébastien Couturier, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

Date de la convocation : le 25 mai 2022

Etaient présents :

Membres ayant voix délibérative :

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARUSSEAU, BESSON, BLANC, CABRI, DUGUE, GRENON, GUILLEN, LABARRIERE, LIGONNIERE, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en	exercice :	22
	quorum :	12
	présents :	13

Membres de droit :

Madame : le Payeur départemental.

Membres ayant voix consultative :

Mesdames et Messieurs : le colonel hors-classe MARCAILLOU, le médecin-chef AUDFRAY, le capitaine DUMILLARD, le capitaine FAIVRE, PINAUD, la sergente-chef PRIOUR, l'adjudant-chef RUCHAUD.

Assistaient également :

Mesdames et Messieurs : les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement, VIC.

Etaient excusés :

Mesdames et Messieurs : le Préfet, la Directrice de cabinet de monsieur le Préfet, BARRAUD, BAUDON, BOTTON, CAMPODARVE, CHEDOUTEAUD, DE ROFFIGNAC, DESPREZ, DUCROCQ, GRAU, le Sénateur LAURENT, LIBELLI, MARCILLY, MALAGNOUX, NASSIVET, PAPINEAU, PROTEAU, QUENTIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le lieutenant LARGE.

EVOLUTION DES MODALITES DE L'ENGAGEMENT DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES (SPV) MINEURS

Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le règlement intérieur du SDIS 17,

Vu l'avis favorable du comité technique du 9 juin 2022,

Vu l'avis favorable du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires du 9 juin 2022,

Vu le rapport du président du Conseil d'administration,

L'article 168 du règlement intérieur du SDIS 17 dispose :

« Les sapeurs-pompiers mineurs ne peuvent être qu'observateurs lors des interventions sous la responsabilité et en présence d'un sapeur-pompier, chef d'équipe, ne participant pas à l'intervention.

Les sapeurs-pompiers mineurs peuvent se rendre sur intervention dans un véhicule du service non engagé dans l'intervention entre 7 h et 20 h. Ils observent le déroulement de l'intervention sans être au contact de situations de nature à les choquer sur le plan psychique ou moral et peuvent participer aux missions de soutien opérationnel sans s'exposer au danger.

Les sapeurs-pompiers mineurs peuvent être affectés au standard pendant la période horaire précitée et en présence d'un sapeur-pompier majeur.

Ces dispositions figurent dans l'attestation prévue à l'article 166 du présent règlement intérieur.

L'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers mineurs issus des sections de jeunes sapeurs-pompiers ou en bac professionnel « métier de la sécurité » (en Terminale et après formation), participent aux activités opérationnelles, en qualité d'équipier SPV, en fonction des formations obtenues. Les interventions ne pourront être réalisées que sur la tranche 7h – 20h durant les périodes de garde exclusivement.

Durant toute l'intervention, ils devront être placés sous la responsabilité d'un autre sapeur-pompier ayant la qualité de chef d'équipe. »

L'article 5.2.7. du règlement de formation du SDIS 17 précise :

« Un sapeur-pompier volontaire mineur peut suivre ses formations au sein du SDIS 17 à l'exception :

- de l'activité d'équipier PPBE, incluant l'activité « abordage » ;
- de l'activité d'équipier SR.

Pour ces deux activités, il pourra se présenter en formation après sa majorité. »

Les partenaires sociaux ont demandé en réunion du CHSCT de clarifier les missions que les SPV mineurs peuvent réaliser (exemple : utilisation de tronçonneuse et matériels coupants).

Lors de la séance du CCDSPV en date du 27 mai 2021, le président a demandé la réactivation de la commission du volontariat. Elle s'est réunie le 16 novembre 2021 et le 4 janvier 2022. Elle a pour objet d'identifier, d'analyser et de proposer toute mesure visant à améliorer les conditions d'emploi des SPV au niveau départemental.

A l'issue des échanges relatifs à l'objet du présent rapport, il ressort :

- Qu'un véhicule abordage (VABOR) est armé par un conducteur et un chef d'agrès, au même titre qu'un VTU ;

- Que les SPV mineurs sont toujours engagés sur opération sous la responsabilité du chef de centre. Ils doivent sur le terrain être encadrés par le chef d'agrès ou un chef d'équipe au minimum pour les guider et les extraire de l'intervention s'il se rend compte que c'est trop dangereux physiquement ou psychologiquement ;
- Qu'il s'avère dommage de se pénaliser de personnels disponibles au risque de ne pas faire partir les secours ;
- Que nombre de sapeurs-pompiers mineurs ont été engagés par le passé sur opérations sans que cela ne les ait traumatisés. Il convient de revenir à des mesures de bon sens et faire confiance à l'encadrement des centres ;
- De ne pas faire de différence entre un JSP, un bac pro ou un SPV juste intégré ;
- Que les SPV mineurs finissent par se démotiver à ne pas pouvoir faire autre chose que de l'observation, alors qu'ils disposent des formations requises. Il suffit de leur faire suivre une formation complémentaire sur l'utilisation de la tronçonneuse et toute autre machine coupante encadrée ;
- Que les capacités techniques de START ne prenant en compte que les compétences et non l'âge du SP, il est techniquement tout à fait possible de programmer un SPV mineur au niveau des astreintes ;
- Qu'il importe aux chefs de centre de bien sensibiliser les SPV qui seraient d'astreinte afin d'éviter tout risque d'accident de parcours, ce qui permettrait de pouvoir les intégrer dans des astreintes de jour et de nuit.

Ainsi, il est proposé de revoir les procédures d'engagement opérationnel des SPV mineurs selon les modalités suivantes :

Les SPV mineurs peuvent assurer toutes les missions (SUAP, AVP, INC, DIV) dans les conditions suivantes :

- Evaluer les capacités physiques et psychologiques du candidat par le SSSM lors de son incorporation et les transmettre au chef de centre ;
- Avoir l'avis favorable du chef de centre ;
- Etre détenteur des unités de valeur correspondantes ;
- Etre encadré par un chef d'équipe minimum.

Les chefs de centres veilleront à les sensibiliser sur les risques (psychologiques et physiques) auxquels ils peuvent être confrontés en respectant les mesures de sécurité, y compris lors des déplacements pour se rendre à un appel sélectif.

Le SPV mineur peut assurer des astreintes dès lors qu'il dispose des compétences nécessaires, sous réserve de disposer de moyen de locomotion adapté, de disposer de l'avis favorable écrit de ses parents et de s'engager par écrit à respecter le code de la route sans prendre de risque pour se rendre au CIS. Cette disposition pourra à tout moment être supprimée par le chef de CIS en cas de manquement aux règles de sécurité.

Le SPV mineur devra porter un gilet haute visibilité portant la mention « OBSERVATEUR » durant ses premières opérations de secours. La durée de cette phase d'observation sera déterminée par le chef de centre.

Le Comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires et le Comité technique réunis le 9 juin 2022 ont émis un avis favorable sur ce rapport.

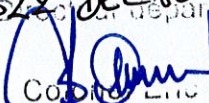
Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- D'approuver les nouvelles procédures d'engagement opérationnel des sapeurs-pompiers volontaires mineurs.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Certifié, publié et exécutoire

le 07/06/2022
 le Président du Conseil d'administration
 et par délégation,
 C280622
 le Vice-président départemental adjoint


 Stéphane VILLAIN

Le Président du Conseil d'administration


 Stéphane VILLAIN